

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

En ALGERIE
leur paix et la nôtre

p. 3

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

N° 64. — 1^{re} QUINZ. — JUIN 1957

BI-MENSUEL : 30 fr.

**DANS L'INDIFFÉRENCE GÉNÉRALE, LA RÉACTION TRAME SES COMLOTS
QUE LE PS CESSE SES MANŒUVRES,
QUE LE P.C.F. SORT DE SA PASSIVITÉ,**
*et la classe ouvrière passant à l'action imposera son gouvernement qui mettra fin
à la guerre d'Algérie et prendra des mesures anti-capitalistes au profit des travailleurs*

Déclaration des camarades Pierre FRANK et Jacques PRIVAS devant la 11^e Cour d'appel de Paris

Nous reproduisons ci-dessous la déclaration lue par notre camarade Pierre Frank devant la 11^e Cour d'Appel de Paris le mercredi 5 juin.

L'audience s'achève au moment où nous mettons ce numéro sous presse. Le tribunal devant prononcer sa sentence le 26 juin, nous donnerons dans notre prochain numéro un compte rendu du procès où ont plaidé M^{rs} Yves Jouffa et Jean Sarda et où nos camarades sont intervenus.

Nous sommes poursuivis, mon camarade Jacques Privas et moi, pour des articles parus dans « la Vérité des Travailleurs » en vertu de l'article 80 du Code Pénal pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat.

Il s'agit d'articles relatifs à l'Algérie dans lesquels nous défendions le droit à l'indépendance de cette nation.

Etant donné qu'il s'agit du problème n° 1 de la vie politique actuelle en France, nous n'avons pas cru nécessaire de faire citer des témoins devant vous. Car toutes les données du problème, tous les arguments sont chaque jour débattus devant l'ensemble du pays.

Pour éviter toute confusion, nous voulons avant de répondre aux questions que le Tribunal voudra nous poser, définir en quelques mots les principes fondamentaux qui déterminent la position du PCI (section française de la IV^e Internationale) que nous avons exposée dans les articles poursuivis.

Le problème de l'Algérie se pose après plusieurs autres — notamment ceux du Vietnam, de la Tunisie, du Maroc — pour lesquels d'ailleurs des militants de notre mouvement ont connu des poursuites du même ordre, en vertu des mêmes dispositions du Code Pénal.

C'est que le problème de l'Algérie est, à l'échelle mon-

(Suite à la dernière page)

Bourgès-Maunoury, Ministre de la Défense Nationale du Gouvernement Mollet, est le troisième homme appelé par Coty après le refus de Pinay et l'échec de Pflimlin. Depuis trois semaines, la crise gouvernementale se poursuit dans l'indifférence générale. Dans les usines, dans les banques, dans les grands magasins, sur les chantiers, les mouvements revendicatifs des travailleurs se poursuivent et se multiplient, mais bien rares sont les endroits où se manifeste de leur part le souci d'intervenir pour la solution de cette crise gouvernementale. Ils ne sentent pas cette affaire comme leur affaire, et pourtant elle l'est au premier chef et eux seuls pourraient et peuvent la résoudre dans le sens de leurs intérêts, de celui de l'ensemble des masses travailleuses de ce pays.

La crise gouvernementale actuelle c'est avant tout la crise de la politique de la bourgeoisie française en Algérie. L'acuité des problèmes financiers et économiques auxquels avait à faire face Mollet a pour cause essentielle la poursuite de la guerre du colonialisme français en Algérie. Sans un soutien accru et décidé de la part de l'impérialisme américain, la poursuite de cette guerre ne peut se faire que par la surexploitation forcée des ressources de l'économie française, la réduction draconienne de la part des salariés, la marche vers le « régime fort », capable d'imposer la réalisation d'une telle orientation. Or, non seulement les Américains ne semblent pas décidés à aider matériellement la bourgeoisie française pour continuer sa guerre mais de plus, un courant de plus en plus fort semble se dessiner à Washington et s'accroître encore dans ces derniers jours pour, au contraire, faire pression sur cette bourgeoisie afin de l'obliger à en arriver à un compromis en Algérie. L'impasse où en est arrivée dans ce pays la politique de force (personne ne croit plus aux quarts d'heures successifs de Lacoste) apparaît maintenant au chef de file américain de la bourgeoisie occidentale comme un danger de plus en plus grand pour l'ensemble de ce camp. Danger perpétuel de rebondissement et d'approfondissement de la lutte antiimpérialiste dans l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Afrique, sous la contagion du brasier algérien; danger pour les USA de voir définitivement barrée toute possibilité d'implantation dans ces régions de la Doctrine Eisenhower déjà si malaisée à infiltrer dans des pays où la lutte antiimpérialiste est l'élément dominant de l'évolution actuelle.

A défaut de cette aide de leur chef de file, les impérialistes français n'ont donc plus que le choix entre la recherche du compromis souhaité par lui, ou l'aventure de plus en plus problématique avec au bout le nouveau Dien-Bien-Phu que leur prépare l'héroïque combat du peuple algérien.

Mais qui dans la bourgeoisie française peut aujourd'hui faire admettre l'idée du moindre compromis aux ultras d'Algérie, et à leurs alliés en France? Ce n'est pas là une question de raisonnement et de persuasion. Le

(Suite à la dernière page)

S. MINGUET.